

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle Chronique, Eolien & Sites et sols pollués
17 rue de la Plaine des Isles
89000 AUXERRE

Auxerre, le 13 octobre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/07/2022

Contexte et constats

Publié sur 

GRAINDORGE

ZI des Vauguillettes II

89100 SENS

Références : 220690

Code AIOT : 0005401277

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/07/2022 dans l'établissement GRAINDORGE implanté ZI des Vauguillettes II 14 rue Saint-Sauveur des Vignes 89100 SENS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'UID Nièvre-Yonne a mené une campagne d'inspections inopinées ciblées sur la gestion de la sécheresse auprès des industriels les plus consommateurs d'eau.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRAINDORGE
- ZI des Vauguillettes II - 14 rue Saint-Sauveur des Vignes - 89100 SENS
- Code AIOT : 0005401277
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

GRAINDORGE est une installation de métallisation électrolytique spécialisée dans le traitement de surface des plastiques (ABS, PP, ABS/PC) destinés essentiellement au conditionnement de parfums et de cosmétiques.

Cette société était initialement située à SENS, rue des Bouribouts depuis 1928. Elle a transféré l'ensemble de ses activités dans la ZI des Vauguillettes à SENS, en 2001-2002. La société GRAINDORGE emploie environ 80 salariés sur son site de Sens.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Collecte des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 31/03/1999, article 12.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Réduction des prélèvements/ consommations	Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article Art. 7.3	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Bien que l'exploitant ait mené une réflexion globale pour la réduction de ses consommations d'eau, il n'a pas sollicité et obtenu de dérogation vis-à-vis des dispositions de l'arrêté cadre sécheresse et n'applique pas, par ailleurs, les mesures de réduction exigées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Collecte des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/1999, article 12.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales (...) sont collectées dans un réseau spécifique et rejetées dans le réseau d'assainissement communal. Les eaux pluviales de parking et d'aires de stockage souillées doivent être traitées avant rejet.
Constats : L'exploitant a présenté le plan des réseaux de 2018. Le plan est très précis, il dispose de visuels et de schémas opérationnels. Deux bassins de rétention de volume 663 et 800 m ³ sont présents. Une fosse de collecte des eaux d'extinction existe au niveau de la station de traitement des effluents du TS ; elle est d'un volume de 660 m ³ . Suite aux constats de la précédente inspection, l'exploitant confirme que le bassin de rétention des eaux pluviales n'est pas étanche. L'exploitant doit justifier que la demande d'autorisation d'exploiter et l'étude d'impact le prévoyaient. Il n'y a aucun dispositif de type vanne d'isolement pour permettre la coupure du bassin de rétention en cas d'incident sur le parking. L'exploitant doit faire des propositions de travaux pour sécuriser ce dispositif.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Dérogation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article Art. 7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Les interdictions suivantes peuvent être levées uniquement pour des motifs impératifs de santé et de salubrité publique ou pour des raisons de sécurité civile, sur demande motivée adressée à la direction départementale des territoires et après obtention d'une dérogation.
Constats : Au jour du contrôle, l'Yonne aval est en ALERTE au titre de la sécheresse. L'exploitant a déclaré se tenir informé du franchissement des seuils relatifs à la sécheresse via la CCI de l'Yonne. L'exploitant utilise un forage en nappe toute l'année. Le relevé de la hauteur d'eau est fait chaque 15 jours. Les variations des hauteurs ont été examinées en séance et ne montrent pas d'évolution notable entre février et mai/juin 2022. L'exploitant n'a pas sollicité de dérogation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Dérogation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article Art. 7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Les mesures s'appliquent aux activités économiques dont usages industriels, commerciaux, artisanaux et de loisirs à l'exception : <ul style="list-style-type: none">- des activités disposant d'un arrêté préfectoral fixant des dispositions particulières quantitatives plus restrictives ;- des établissements ou activités pouvant démontrer que leurs procédés et équipements mis en œuvre permettent des économies substantielles d'eau. Les restrictions ne s'appliquent pas dès lors qu'il y a utilisation d'eaux de pluie récupérées.
Constats : Le site n'emploie pas d'eau pluviale dans son process. Il n'est donc pas concerné par l'une des situations dérogatoires précitées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Réduction des prélèvements/consommations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article Art. 7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Si la consommation est supérieure à 1 000 m ³ par an : Réduction des prélèvements et/ou consommation de 10 % par rapport à la moyenne hebdomadaire.
Constats : Sur une année glissante, entre juin 2021 et juin 2022, l'exploitant a prélevé 37 000 m ³ d'eau au milieu. Concernant les rejets au milieu, ils concernent 80 % de l'eau prélevée. Ainsi, entre le 26/07/21 et le jour du contrôle, 29 777 m ³ d'eau ont été rejetés au milieu. En moyenne journalière, cela correspond à 128 m ³ ; en moyenne hebdomadaire à 640 m ³ d'eau. Du fait de son activité de traitement de surface, l'exploitant suit également sa consommation spécifique. Elle est de 4 à 5 litres par fonction de rinçage, ce qui est conforme à la prescription de l'AMPG relatif au TS. L'exploitant précise de plus que la consommation d'eau est directement liée à sa production, et que cette dernière n'a jamais été aussi forte. Formellement, l'inspection constate qu'aucune réduction des prélèvements et/ou des consommations d'eau de 10 % par rapport à la moyenne hebdomadaire n'est mise en oeuvre en lien avec l'épisode de sécheresse. L'exploitant doit : <ul style="list-style-type: none">- soit mettre en œuvre ces réductions ;- soit solliciter et obtenir une dérogation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Registre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article Art. 7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Si la consommation est supérieure à 1 000 m ³ par an : Registre hebdomadaire des prélèvements mis à disposition des services de contrôle
Constats : L'exploitant procède au relevé quotidien de ses prélèvements.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Rejets des stations de traitement des eaux usées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article Art. 7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Rejets des stations de traitement des eaux usées : En cas de dépassement des normes de rejet, les industriels devront mettre en œuvre dans les plus brefs délais des mesures correctives nécessaires selon les préconisations du service de police de l'eau, ou de l'inspecteur des installations classées.
Constats : Les résultats de l'autosurveillance des eaux industrielles ont été présentés à l'Inspection des ICPE. Il en ressort : - quelques dépassements du paramètre pH en juin 2022 (2) - 1 dépassement du paramètre cuivre le 4 juillet 2022. Les causes supposées ou identifiées de ces quelques anomalies mériteraient d'être explicitées. Globalement, l'autosurveillance apparaît bien suivie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/12/2005, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Tableau de rubrique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : 2565-2-a / Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670. 2. Procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant : a) Supérieur à 1500 l / E (régime A AP) / 140m ³ 1131-2-b / A / 17 089 kg (liquide) rubrique supprimée 1131-1-1 / D / 400 kg (solide) rubrique supprimée 1111-1-c / D / 400 kg (solide) rubrique supprimée 2920-2-b / D / 300 kW rubrique supprimée 3260 / Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 mètres cubes / A / déclaration de l'exploitant du 17/09/2013 suite à la création de la rubrique.
Constats : Le site exploité par la société GRAINDORGE sis 14 rue Saint-Sauveur des Vignes à Sens relève du régime de l'autorisation et de la directive IED au titre de la rubrique 3260 (traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 mètres cubes). En effet, le volume des cuves hors rinçage est de 140 m ³ réparti en 48 cuves de traitement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet